

Une image de la vie politique au Burundi en 2013

MARS 2014

--
Le parti MSD demande la mise sur pied d'une Commission internationale d'enquête pour faire la lumière sur ce qui s'est passé le 08 mars 2014

Mercredi, 19 Mars 2014 12:53 rtnb.bi | Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

A propos de ce qui s'est passé en date du 08 mars 2014 entre les membres du parti MSD et la police, le parti MSD a adressé une correspondance au Secrétaire général du Gouvernement pour lui demander la mise sur pied d'une Commission internationale .neutre d'enquête pour faire la lumière sur ce qui s'est réellement passé en date du 08 mars 2014. Le parti MSD se dit prêt à collaborer à cette enquête et à se soumettre aux conclusions de ladite Commission et en tirera les conséquences de fait et de droit d'une éventuelle responsabilité qui serait dégagée quant aux militants ou le parti. Il serait utile de rappeler que le ministère de l'intérieur a suspendu le parti MSD pour une durée de quatre mois.

--
Le président du parti FNL Jacques BIGIRIMANA déclare que la feuille de route des élections de 2015 devrait être réévaluée par tous les partenaires politiques

Mercredi, 12 Mars 2014 10:59 rtnb.bi | Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Les partis politiques qui ont des problèmes devraient trouver des solutions inhérentes à leurs problèmes. Cela a été déclaré ce mardi 11 mars 2014 au cours d'une conférence de presse tenue par le président du parti FNL, Jacques BIGIRIMANA qu'il est préoccupé par la situation politique qui prévaut au Burundi mais s'insurge en faux contre l'opinion comme quoi cette situation puisse dégénérer en génocide. Le parti FNL a interpellé l'initiative régionale de suivre la situation du Burundi afin de rassurer la communauté internationale.

Monsieur Jacques BIGIRIMANA a déclaré que la police a utilisé la police pour libérer les agents des forces de l'ordre qui avaient pris en otage par les militants du MSD tout en désapprouvant le comportement des policiers qui ont refusé à la Croix-Rouge de secourir les victimes. Le président du FNL a saisi l'opportunité pour dire que la feuille de route de 2015 est imparfaite en donnant l'exemple sur les partis politiques de l'opposition à qui il a été refusé de tenir des réunions.

Le président du FNL a recommandé au Ministère de l'intérieur d'organiser une réunion avec tous ses partenaires politiques pour réévaluée et détecter les imperfections de la feuille de route des élections de 2015

--
69 jeunes du parti MSD comparus devant le tribunal de grande instance

Mardi, 18 Mars 2014 12:28 rtnb.bi | Écrit par R. S. | PDF | Imprimer | Envoyer

Ce mardi 18 mars 2014 ,69 jeunes du parti MSD qui ont été attrapés par la police lors des affrontement du 8 mars 2014 avec la police et détenu à la prison centrale de Mpimba ont comparu devant le tribunal de grande instance en mairie de bujumbura. Ils sont assistés par une vingtaine d'avocat. Le procès a commencé par l'identification de ces jeunes .Tous ces jeunes sont accusés de constituer un mouvement d'insurrection. Le procès a commencé par les préalables, d'abord pour se convenir sur la compétence de ce tribunal qui avait siégé en matière criminelle alors que certains membres du MSD avaient été interpellés dans les rues en train de faire du sport, et d'autres qui n'avaient pas eu d'assignation pour savoir les chefs d'accusation leur reprochés. L'autre préalable consistait à séparer les mineurs des personnes majeures. A ce niveau le tribunal a réfuté les arguments de la défense. Celle ci a préféré quitter la salle d'audience et le procès a continué avec le

ministère public accusateur des prévenus. Le ministère a requis des peines variant entre la prison à vie et 15 ans de servitude pénale.

Mis à jour (Mercredi, 19 Mars 2014 05:40)

--

Le Secrétaire général du parti MSD a appelé les militants de son parti à respecter la décision du ministre de l'intérieur

Samedi, 15 Mars 2014 15:21 rtnb.bi | Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Le parti du Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie, MSD en sigle rejette en bloc toutes les accusations portées contre lui et sur lesquelles le Ministre de l'Intérieur, Edouard NDUWIMANA se serait basé pour suspendre temporairement les activités de ce parti. Le Ministre de l'Intérieur a en effet sorti une ordonnance ce vendredi 14 mars 2014, une ordonnance suspendant les activités du parti MSD pour une durée de quatre mois. Il a motivé cette décision en évoquant des injures et des'appel à des actes d'insurrection ; de violence à l'égard de la police et de violation de la loi sur les partis politiques. Selon le Secrétaire général du parti MSD, Maître François NYAMOYA, toutes ces accusations ne sont pas fondées et a promis de s'exprimer là-dessus prochainement.

Toutefois, d'ores et déjà, Maître François NYAMOYA a appelé tous les responsables et militants du parti MSD à rester calme et à respecter la décision du Ministre pour je cite « éviter de donner au Gouvernement d'autres prétextes »

Mis à jour (Lundi, 17 Mars 2014 05:24)

--

Les deux ailes de l'Uprona acceptent de mettre en place des organes du parti

Vendredi, 14 Mars 2014 06:03 rtnb.bi | Écrit par A. N. | PDF | Imprimer | Envoyer

Les deux ailes du parti Uprona acceptent finalement de se rencontrer pour mettre en place les organes consensuels du parti. Côté aile reconnu par le ministère de l'intérieur le porte parole de Madame Concilie Nibigira a confirmé cette volonté il y a deux jours. Et Charles Nditije de l'aile non reconnu par le gouvernement a aussi accepté cette démarche. Il l'a concrétisé au cours d'une conférence de presse qu'il a animée le 13 mars 2013. Il a fait savoir que le congrès serait organisé par des Bashingantahe consensuels avec des représentants du ministère de l'intérieur pour valider les résultats du congrès, lequel pourrait mettre fin à l'impasse observé au sein de ce parti depuis un peu plus d'un mois.

--

Le CNDD-FDD estime que la mise en œuvre de la feuille de route n'a pas été totalement bonne comme c'était prévu

Mercredi, 12 Mars 2014 12:57 rtnb.bi | Écrit par K.A. | PDF | Imprimer | Envoyer

Mardi 11 mars 2014, Onésime Nduwimana, porte-parole du Parti CNDD-FDD a dit au cours de l'entretien qu'il a accordé mardi 11 mars 2014 à la rédaction de la Radio nationale que la mise en œuvre de la feuille de route n'a pas été totalement respectée comme c'était prévu.

Toutefois, Onésime Nduwimana, porte-parole de cette formation politique reconnaît une réussite au niveau des séances de dialogues mais regrette les différents problèmes internes au sein des partis politiques dont l'UPRONA, des problèmes qui, selon lui, sont à la base de la lenteur de la révision de la constitution.

Mis à jour (Jeudi, 13 Mars 2014 05:34)

--

Le parti FNL échange avec ses militants de la province Cibitoke

Mardi, 04 Mars 2014 06:35 rtnb.bi | Écrit par A. N. | PDF | Imprimer | Envoyer

Le parti FNL dirigé par Jacques Bigirimana a organisé le 3 mars 2013 une réunion à l'endroit de ses membres. Le président de ce parti a constaté que ses militants entretiennent de bonnes relations avec les membres des autres partis. Il leur a demandé de continuer à entretenir ce climat d'entente et

de cohésion sociale, en vue de préparer aux élections de 2015 dans la sérénité. Jacques Bigirimana était accompagné par l'ancien président du Parti Emmanuel Miburo.

--
La JRR et l'UFB célèbrent le 47ème anniversaire de leur création

Mercredi, 05 Mars 2014 05:30 rtnb.bi | Écrit par A. N. | PDF | Imprimer | Envoyer

Les anciens mouvements intégrés au parti Uprona à savoir la Jeunesse Révolutionnaire Rwagasore et l'Union des Femmes Burundaises ont célébré le 4 mars 2014 le 47ème anniversaire de leur création. Les militants de ces mouvements s'étaient donnés rendez vous au siège du parti Uprona à Kumugumya mais la police leur a empêché l'accès à ce site. Ils se sont alors dirigés vers l'endroit appelé communément le jardin public en scandant des slogans de soutien à Charles Nditije qu'ils reconnaissent comme président de l'Uprona.

--
La permanence du parti MSD incendiée en Commune Rumonge

Dimanche, 02 Mars 2014 11:02 rtnb.bi | Écrit par P. H. | PDF | Imprimer | Envoyer

En province de Bururi, la permanence du parti MSD dans la zone Gatete en commune Rumonge a été incendiée à l'aide de l'essence dans la nuit de ce vendredi 28 février 2014. Les personnes qui ont commises ce forfait ne sont pas encore connues. Selon les représentants de ce parti dans la province Bururi, ce sont des menaces contre leur parti qui commencent et demande à la police et à l'administration d'initier des enquêtes approfondies. Une commission mixte a été mise sur pied pour connaître les auteurs de cet incendie.

--
FEVRIER 2014

--
Le président du parti CNDD-FDD rencontre les militants de Muyinga

Dimanche, 23 Février 2014 08:36 rtnb.bi | Écrit par A. N. | PDF | Imprimer | Envoyer

Le président du parti CNDD-FDD Pascal Nyabenda s'est rendu le 22 février 2014 à Muyinga où il a rencontré les responsables administratifs et ceux du parti à tous les niveaux. Il a été surtout question du développement du pays et de la vie du parti dans cette province. Ainsi, 1300 nouveaux membres provenant des autres partis ont été recrutés en vue de gonfler les effectifs des membres du parti au pouvoir.

--
Le Gouvernement du Burundi sort une déclaration faisant suite à une lettre que le Président de l'ADC IKIBIRI a adressée au Secrétaire général des Nations-Unies

Vendredi, 21 Février 2014 13:41 rtnb.bi | Écrit par K.A. | PDF | Imprimer | Envoyer

Vendredi 21 février 2014, le Gouvernement du Burundi a sorti une déclaration faisant suite à une lettre que le Président de l'ADC IKIBIRI a adressée au Secrétaire général des Nations-Unies intitulée : « Prévention d'une catastrophe humanitaire en perspective au Burundi ».

Cette déclaration lue par Philippe Nzobonariba, Secrétaire général et porte-parole du Gouvernement fait savoir que cette lettre contient des fausses affirmations et des mensonges et demande à la population burundaise de rester sereine.

--
Le parti UPRONA représenté par Concilie NIBIGIRA a organisé des cérémonies de félicitations au nouveau Premier Vice-Président

Samedi, 15 Février 2014 16:38 rtnb.bi | Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Le parti UPRONA représenté par Concilie NIBIGIRA qui a été reconnue comme Représentante légale du parti UPRONA par le Ministre de l'Intérieur, a organisé ce samedi 15 février 2014, des

cérémonies de félicitations du nouveau Premier Vice-Président de la République en la personne de Prosper BAZOMBANZA.

Les cérémonies se sont déroulées au Pyramide Center située à l'Avenue du large à Bujumbura.

Mis à jour (Samedi, 15 Février 2014 17:34)

--

Recrudescence des cas d'intolérance politique en province de Kirundo

27 février 2014

Kirundo (Nord du Burundi), le 26 février 2014 (COSOME)- Six drapeaux, dont cinq du Front pour la démocratie au Burundi(FRODEBU, opposition) ont été volés et un autre de l'Union pour le progrès national (UPRONA, institutionnel), a été réduit en lambeaux par des gens non encore identifiés au chef lieu de la commune de Bugabira, province de Kirundo, dans la seule nuit de lundi à mardi, a appris sur place de source proche des concernés, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME).

La présidente de la fédération provinciale du FRODEBU à Kirundo, Mme Jeanine Bigwabari et Denis Haringanji, responsable communal du parti UPRONA à Bugabira, accusent des militants du parti au pouvoir d'être les auteurs de la disparition des couleurs de leurs formations politiques. Le responsable du conseil national pour la défense de la démocratie/ Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir) à Bugabira, Cyprien Nyabenda, a cependant rejeté catégoriquement les accusations formulées contre son parti.

« Je ne vois pas de raisons qui pousseraient mes compagnons politiques à voler les drapeaux des autres partis politiques », a-t-il dit. L'administrateur de la commune de Bugabira, Consolante Nduwimana, ne veut rien commenter sur cette situation d'intolérance politique. Le vol des couleurs des partis politiques est devenu monnaie courante en commune de Bugabira ces derniers temps.

Il y a deux semaines, un drapeau du mouvement pour la solidarité et la démocratie(MSD, opposition) avait été volé sur la colline de Gaturanda, rappelle-t-on.

JCN

--

Le parti UPRONA compatit avec la population sinistrée par les inondations à Bujumbura

Vendredi, 14 Février 2014 11:50 rtnb.bi| Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Madame Concilie NIBIGIRA qui dit représenter légalement le parti UPRONA a sorti ce mercredi 12 février 2014, une déclaration dans laquelle, elle a dit que le parti UPRONA compatit avec la population sinistrée suite aux inondations de dimanche 09 février 2014 en mairie et province de Bujumbura. La même déclaration dit que le parti UPRONA se joint aux familles qui ont perdu les leurs et a lancé un appel à tout membre du parti UPRONA à aider matériellement ou financièrement les sinistrés.

--

Le Conseil National de la Communication recommande aux journalistes d'éviter les spéculations politiciennes suite à la crise au parti UPRONA

Vendredi, 07 Février 2014 17:48 rtnb.bi| Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Le Conseil National de la Communication vient d'attirer l'attention des médias à travailler dans le respect de la loi régissant la presse spécialement l'article 17 et surtout dans ces derniers jours de crise au sein du parti UPRONA où la presse relate la destitution du Premier Vice-Président et son remplacement. Le Conseil National de la Communication recommande également aux médias de faire recours aux spécialistes tout en évitant des analystes tendancieux

Il faudrait mentionner que Monsieur Pierre BAMBASI qui préside le Conseil National de la Communication n'a pas indexé un média quelconque pour son côté penchant mais a déclaré que c'est pour prévenir les dérapages dans les spéculations politiciennes à travers les médias et qu'il y a moyen de reconnaître ces dérapages quand on scrute attentivement les médias du moment

--

Le député Bonaventure NIYOYANKANA renonce à la présidence du parti UPRONA
Vendredi, 07 Février 2014 17:26 rtnb.bi | Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Le député Bonaventure NIYOYANKANA a renoncé ce vendredi 07 février 2014 à la présidence du parti UPRONA. Dans une lettre adressée ce même vendredi au Ministre de l'Intérieur, Bonaventure NIYOYANKANA a indiqué qu'il a pris acte qu'il n'est plus président du parti UPRONA depuis que la décision prise à cet effet par le Ministre de l'Intérieur a été réformée par le Premier Vice-Président de la République et qu'il rejoint les autres membres du parti UPRONA pour renforcer la réunification du parti UPRONA.

Le groupe parlementaire UPRONA a vite réagi en demandant aussitôt la clémence pour Bonaventure NIYOYANKANA qui a sauvé l'UPRONA de la déchéance politique.

Le même groupe parlementaire UPRONA a demandé au Gouvernement de veiller à la sécurité du député Bonaventure NIYOYANKANA et de cesser de harceler les députés Bernard BUSOKOZA et Charles NDIJIJE et a demandé également de libérer KUMUGUMYA, le siège du parti UPRONA et de laisser la liberté au comité central d'organiser le parti.

Mis à jour (Vendredi, 07 Février 2014 17:28)

--

La direction provinciale de l'UPRONA invite à la solidarité en province de Bururi
4 février 2014

Bururi (Sud du Burundi), le 3 Février 2014 (COSOME)- Le comité exécutif de l'unité pour le progrès national(UPRONA) en province de Bururi a appelé les militants et sympathisants à la solidarité au lendemain de la destitution de l'ancien vice-président de la république, Bernard Busokoza, de ses fonctions sur fond de divisions internes au sein de l'ex-parti unique, a appris sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME).

A travers un communiqué de presse, le comité exécutif dit avoir été surpris par des décisions précipitées prises par certaines autorités de ce pays et qui viseraient à déstabiliser un parti en pleine unification.

Le communiqué dénonce encore le comportement de l'ancien président du parti, Niyoyankana et ses « acolytes » qui ont été réhabilités dans leurs anciennes fonctions par une décision controversée du ministère de l'intérieur ayant en charge la gestion des associations à caractère politique.

Le premier vice-président de la république, en charge des questions politiques, sécuritaires et administratives, Bernard Busokoza, avait aussitôt contrarié la décision du ministre Edouard Nduwimana, ce qui lui a valu la destitution par décret du chef de l'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, dont le principal grief est que son ancien collaborateur n'a jamais su distinguer ses fonctions gouvernementales de celles du parti UPRONA d'origine au cours de son éphémère mandat de moins de trois ans.

Le comité exécutif de l'UPRONA, en province de Bururi, s'inscrit en faux contre la décision du ministre de l'intérieur de placer Niyoyankana à la tête du parti et soutient plutôt les dirigeants des deux ailes dans leur œuvre de réunification.

Le même comité félicite l'ex-premier vice- président de la République du Burundi pour le courage et la bravoure dont il a fait preuve dans l'exercice des hautes fonctions de la République et appelle les militants et sympathisants à rester unis et solidaires en sauvegardant l'héritage du prince Louis Rwagasore, le héros de l'indépendance nationale.

Le parti UPRONA est crédité d'assises « solides » dans cette province du sud du Burundi où, lors des élections législatives de 2014, il a eu deux parlementaires.

L'ex-premier vice-président de la république est originaire de cette province de Bururi. F.NZ.

--

La permanence nationale du parti UPRONA toujours inaccessible

Lundi, 03 Février 2014 12:55 rtnb.bi | Écrit par P. H. | PDF | Imprimer | Envoyer

Lundi 3 février 2014, la permanence nationale du Parti UPRONA était toujours inaccessible,

entourée par les policiers.

La route qui passe à côté de cette permanence était toujours fermée et personne n'est autorisé à rester longtemps dans les environs de la permanence.

Cette situation est ainsi, après la décision du Ministre de l'intérieur Edouard NDUWIMANA de remettre le Parti UPRONA aux mains de NIYOYANKANA Bonaventure, une décision qui a été annulée par le 1er Vice-président de la République Bernard BUSOKOZA, qui à son tour a été démis de ses fonctions par le Président de la République du Burundi Pierre NKURUNZIZA.

Mis à jour (Mardi, 04 Février 2014 07:04)

--

Les Ministres Léocadie NIHAZI et Victoire NDIKUMANA d'obédience UPRONA ont démissionné du Gouvernement

Mardi, 04 Février 2014 16:27 rtnb.bi | Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Dans le cadre de l'appel lancé par Charles NDITIJE du parti UPRONA, d'autres membres du Gouvernement d'obédience UPRONA ont remis leurs démissions au Président de la République en fin d'après-midi de ce mardi 04 février 2014, il s'agit de Madame Léocadie NIBIZI qui était Ministre des Télécommunications, de l'Information, de la Communication et des Relations avec le Parlement ainsi que Madame Victoire NDIKUMANA qui était Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et du Tourisme.

L'ancienne Ministre Léocadie NIHAZI a motivé sa lettre de démission par les derniers développements sur le plan politique qui mettent à mal son parti politique, en l'occurrence le parti UPRONA.

--

Le CNDD- FDD accueille 1.300 nouveaux adhérents en province de Muyinga
25 février 2014

Muyinga(Nord-ouest du Burundi), le 26 février 2014(COSOME)- Le conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie(CNDD-FDD, parti au pouvoir) a organisé, samedi dernier, des cérémonies d'accueil de nouveaux adhérents en province de Muyinga, a constaté sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME).

Les cérémonies ont débuté par un long défilé qui a pris le départ depuis la permanence provinciale du parti jusqu'au stade de football du chef-lieu de Muyinga.

Des catégories socio professionnelles différentes comme la ligue des femmes et des jeunes du CNDD-FDD, les conducteurs de motos et vélos à usage de taxi ont pris part au défilé et aux autres cérémonies du jour qui ont été encore agrémentées par des chansons à la gloire du parti.

Le commissaire général chargé de la propagande au CNDD-FDD, Christian Nkurunziza, a exhorté les 1.300 nouveaux adhérents à s'imprégner de l'idéologie du parti qui met devant le « développement intégral » et la « cohésion sociale ».

Le CNDD-FDD a multiplié ces derniers temps des opérations d'accueil de nouveaux adhérents en rupture de banc avec les partis d'origine à l'approche de nouvelles élections générales de 2015.

Les autres partis politiques, surtout de l'opposition, se plaignent régulièrement, quant à eux, de tracasseries administratives à la tenue de réunion publique.

Des cas d'intolérance politique par de jeunes militants de partis politiques défraient également la chronique des médias depuis un certain temps à travers le pays.

E.ND

--

Un dirigeant de l'UPRONA incarcéré en province de Rutana
27 février 2014

Rutana (Sud- est du Burundi), le 25 février 2014 (COSOME)- André Ndikumana, membre du comité central du parti de l'unité pour le progrès national (UPRONA, opposition parlementaire), en

province de Rutana, est incarcéré depuis vendredi de la semaine passée, au cachot du poste de police de Bukemba pour des mobiles « politiques », a-t-on appris de sources policières locales.

Ce professeur au lycée communal de Rubirizi, en commune de Bukemba, est accusé d'avoir commandité le vol du drapeau du conseil national de défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir) qui était implanté tout prêt du chef-lieu de la commune de Bukemba et ainsi que douze planches destinées à la construction de la permanence communale de ce parti présidentiel.

L'accusé nie catégoriquement les faits et affirme plutôt qu'il s'agit d'un montage pur et simple du CNDD/ FDD pour le discréditer.

Le lendemain, on a encore trouvé sur le lieu du vol une carte d'identité d'un certain Oscar Nduwimana, lui aussi membre du parti UPRONA.

Ce dernier a déclaré que ce jour-là, il se trouvait à Gitega dans les cérémonies funéraires de son père.

Il a ajouté que cela faisait dix jours qu'il a été victime d'un cambriolage à son domicile d'un sac de haricots jaunes de 70 kilogrammes ainsi que de sa carte d'identité. Lui aussi, pour le moment, est emprisonné dans ces cachots policiers de Bukemba pour des raisons d'enquête.

Signalons que dans toute la province de Rutana, des cas de vol de drapeaux de partis politiques n'étaient signalés nulle part depuis longtemps et les différentes formations politiques actives dans cette circonscription cohabitaient, jusqu'à présent, pacifiquement.R.G.

--

Jean Claude NDIHOKUBWAYO démissionne de son poste de Ministre en charge du Développement Communal

Mardi, 04 Février 2014 14:43 rtnb.bi| Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Jean Claude NDIHOKUBWAYO qui était titulaire du portefeuille gouvernemental de Développement Communal a démissionné ce mardi 04 février 2014.

Il aurait déclaré qu'il a démissionné du Gouvernement afin de donner suite à l'appel du président du parti UPRONA Charles NDI TIJE qui selon lui, aurait été remplacé illégalement.

Dans la lettre de démission envoyée au Président de la République, l'ancien Ministre Jean Claude NDIHOKUBWAYO a indiqué qu'il démissionne pour se joindre aux autres camarades de son parti afin de trouver une solution à la crise qui secoue le parti UPRONA

Mis à jour (Mardi, 04 Février 2014 15:00)

--

Malentendu au sein du Parti UPRONA

Samedi, 01 Février 2014 16:56 rtnb.bi| Écrit par K.A. | PDF | Imprimer | Envoyer

Le malentendu règne toujours au sein du Parti UPRONA, après que le Ministre de l'Intérieur Edouard Nduwimana ait déclaré que Bonaventure Niyoyankana est officiellement le Président de l'UPRONA. Vendredi 31 janvier 2014, la police a refusé à Charles Nditije d'entrer à la permanence de ce parti.

--

JANVIER 2014

--

La Cour Suprême s'exprime sur les ordonnances signées, répondant au désistement au pouvoir en cassation du Parti UPRONA

Jeudi, 30 Janvier 2014 07:30 rtnb.bi| Écrit par K.A. | PDF | Imprimer | Envoyer

La Cour Suprême s'est exprimé mercredi 29 janvier 2014, sur les ordonnances signées par le Président de ladite cour le 27 janvier 2014 répondant au désistement au pouvoir en cassation du Parti UPRONA.

La Cour Suprême précise que ces mesures ne mettent pas en cause les arrêts rendus par la chambre

administrative de cette cour en date du 11 septembre 2011. Dans un point de presse accordé au médias, Agnès Bangiricenge porte-parole de la Cour Suprême a précisé que l'exécution d'une décision judiciaire en matière des partis politiques n'intéresse pas les partis en procès mais plutôt le Ministre de l'intérieur qui est tenu à vérifier le respect de l'application des statuts et règlements intérieur des partis politique

--

UPRONA : NDITIJE et NGAYIMPENDA animent conjointement une conférence de presse
Mardi, 28 Janvier 2014 13:33 rtnb.bi Écrit par P. H. | PDF | Imprimer | Envoyer

Mardi 28 janvier 2014, le Président de l'UPRONA Charles NDITIJE et Evariste NGAYIMPENDA, leader du courant dit de réhabilitation de l'UPRONA ont animé conjointement une conférence de presse.

Le Parti UPRONA dit être inquiet suite aux informations selon lesquelles, la Cour Suprême envisagerait de rendre son arrêt sur le litige opposant les "Badasigana" alors que les parties en conflits ont déjà retiré leurs plaintes.

Ils précisent que si malgré tout, la Cour Suprême devrait rendre un arrêt sur cette question qui n'existe plus entre les upronistes, ça serait une confirmation d'une volonté délibérée de la part du pouvoir du Parti CNDD-FDD de compromettre la réconciliation de l'UPRONA avec lui-même. Ça serait en outre, une démonstration de plus, de l'instrumentalisation grave de la plus haute juridiction du pays en l'occurrence, la Cour Suprême.

Ils indiquent que les "Badasigana" n'accepteront jamais d'être des satellites du parti au pouvoir avec le concours des éléments corrompus par le système CNDD-FDD en tête desquels, Gaston NSINDIMWO et le député NIYOYANKANA Bonaventure.

--

Rapprochement des ailes rivales de l'UPRONA

28 janvier 2014

Bujumbura, le 27 janvier 2014(COSOME)- Les deux ailes rivales de l'unité pour le progrès national(UPRONA) ont fini par se rapprocher après plus de trois ans de divisions internes à l'x-parti unique pour le leadership.

Les divisions avaient conduit les parties au conflit devant les tribunaux et dernièrement, l'aile dissidente, emmenée par Jean Baptiste Manwangari et Thacien Sibomana, a décidé de retirer la plainte contre l'élection illégale des instances dirigeantes du parti lors d'un congrès controversé.

La voie du dialogue sera désormais privilégiée par les parties au conflit pour ressouder les rangs de l'UPRONA à l'approche des élections de 2015, dit-on dans les arcanes de l'ancien parti unique.

De l'aveu même de l'actuel président de l'UPRONA, les procédures judiciaires étaient de nature à faire disparaître le parti de la scène politique nationale.

Le président du « courant de réhabilitation de l'UPRONA » (aile dissidente), est de l'avis de M.Nitije en ce qui concerne les procédures judiciaires pendant que les ailes rivales étaient engagées dans un processus de réunification.

La crise interne à l'UPRONA avait fini par emporter l'ancien premier vice-président de la république, Térance Sinunguruza pour son rôle présumé dans les divisions au sein du parti.

Le président de la république, Pierre Nkurunziza, a accepté la démission récente de M.Sinunguruza qui a été remplacé par Bernard Busokoza au poste de premier vice-président de la république.

--

Malentendu au sein du Parti UPRONA

Réunification du Parti UPRONA

Vendredi, 24 Janvier 2014 13:15 rtnb.bi Écrit par R. S. | PDF | Imprimer | Envoyer

Les deux parties en conflits dans le procès UPRONA contre Manwangari et Tatién Sibomana ont décidé d'abandonner la voie judiciaire et emprunter la voie du dialogue pour accélérer le rassemblement.

Comme l'a indiqué Charles Nditije Président de l'UPRONA, la manière dont ces procès étaient conduits ne visait rien que faire disparaître définitivement le parti de Rwagasore. Même son de cloche pour le président du courant de réhabilitation Evariste Ngayimpinda qui indique que ce procès était un procès de trop, vu l'évolution du processus de négociations entamés par les deux parties en conflits pour la réunification de ce parti.

Mis à jour (Vendredi, 24 Janvier 2014 13:35)

--

UPRONA : NDITIJIE et NGAYIMPENDA animent conjointement une conférence de presse

Mardi, 28 Janvier 2014 13:33 rtnb.bi | Écrit par P. H. | PDF | Imprimer | Envoyer

Mardi 28 janvier 2014, le Président de l'UPRONA Charles NDITIJIE et Evariste NGAYIMPENDA, leader du courant dit de réhabilitation de l'UPRONA ont animé conjointement une conférence de presse.

Le Parti UPRONA dit être inquiet suite aux informations selon lesquelles, la Cour Suprême envisagerait de rendre son arrêt sur le litige opposant les "Badasigana" alors que les parties en conflits ont déjà retiré leurs plaintes.

Ils précisent que si malgré tout, la Cour Suprême devrait rendre un arrêt sur cette question qui n'existe plus entre les upronustes, ça serait une confirmation d'une volonté délibérée de la part du pouvoir du Parti CNDD-FDD de compromettre la réconciliation de l'UPRONA avec lui-même. Ça serait en outre, une démonstration de plus, de l'instrumentalisation grave de la plus haute juridiction du pays en l'occurrence, la Cour Suprême.

Ils indiquent que les "Badasigana" n'accepteront jamais d'être des satellites du parti au pouvoir avec le concours des éléments corrompus par le système CNDD-FDD en tête desquels, Gaston NSINDIMWO et le député NIYOYANKANA Bonaventure.

--

Le Parti CNDD-FDD évalue les réalisations de 2013 et les perspectives de 2014

Dimanche, 26 Janvier 2014 12:44 rtnb.bi | Écrit par R. S. | PDF | Imprimer | Envoyer

Samedi 25 janvier 2014, les représentants du Parti CNDD-FDD au niveau national jusqu'au niveau des communes se sont réunis en Province Cibitoke pour évaluer les réalisations de 2013 et les perspectives de 2014.

C'était aussi l'occasion d'échanger des vœux du Nouvel An. Onésime Nduwimana, porte parole du CNDD-FDD dit en outre qu'ils ont revu ensemble la façon dont ils peuvent doubler d'ardeur afin d'attirer davantage la confiance du peuple.

Mis à jour (Lundi, 27 Janvier 2014 07:27)

--

Les relations entre le Parti UPRONA et le CNDD-FDD ne sont pas bonnes

Vendredi, 17 Janvier 2014 12:12 rtnb.bi | Écrit par P. H. | PDF | Imprimer | Envoyer

Le groupe Parlementaire UPRONA réaffirme que la nouvelle loi sur la CNTB est une loi anticonstitutionnelle.

C'est une affirmation faite vendredi 17 janvier 2014 dans une conférence de presse face aux récentes déclarations du groupe parlementaire issue du parti au pouvoir CNDD-FDD. De son côté, le Parti CNDD-FDD dit que la nouvelle loi sur la CNTB n'est pas du tout contre la Constitution du Burundi.

Le président du groupe parlementaire UPRONA Honorable Bonaventure GASUTWA a fait savoir que le groupe parlementaire de son parti est pour les positions politiques prises par le Parti UPRONA à travers son président Charles NDITIJIE au sujet de la CNTB. Selon Bonaventure Gasutwa, la nouvelle loi sur la CNTB est inconstitutionnelle dans plusieurs de ses dispositions notamment celle relative à la création de la Cour spéciale car elle donne des pouvoirs exorbitants à cette cour.

Concernant les relations entre le Parti CNDD-FDD et l'UPRONA, Honorable GASUTWA a précisé

que les relations ne sont pas tout à fait bonnes d'autant plus que certaines propositions émises dans les différentes institutions ne sont pas souvent tenues en considération.
Mis à jour (Lundi, 20 Janvier 2014 10:11)

--
DECEMBRE 2013

--
Le Président du parti au pouvoir CNDD-FDD signe dans le livre des condoléances en hommage à l'ex-Président d'Afrique du Sud, Nelson MANDELA

Mercredi, 11 Décembre 2013 09:07 rbnb.bi | Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Le Président du parti CNDD-FDD, l'Honorable Pascal NYABENDA a signé ce mardi 10 décembre 2013 dans le livre de condoléances à l'Ambassade de l'Afrique du Sud et cela en vue de s'associer au peuple Sud Africain pour signifier que le Burundi partage les moments douloureux dus à la disparition de l'ex-Président Nelson MANDELA, le héros de l'anti-apartheid. Le Président du parti CNDD-FDD a indiqué dans ce livre que le Burundi n'oubliera pas jamais Nelson MANDELA pour sa grande contribution dans le processus de la paix et de la sécurité au Burundi.

Il est utile de mentionner que le Président du Sénat, l'Honorable Gabriel NTISEZERANA a également apposé sa signature dans le livre de condoléances dans le livre de condoléances, ouvert à l'ambassade d'Afrique du Sud en signe de reconnaissance à l'illustre disparu Nelson MANDELA; Mis à jour (Mercredi, 11 Décembre 2013 09:30)

--
Accueil solennel de 150 nouveaux adhérents dans les rangs du parti UPRONA en province de Cankuzo

18 décembre 2013

Cankuzo (Est du Burundi), le 16 décembre 2013 (COSOME)- L'Union pour le Progrès National (UPRONA- ancien parti unique) a accueilli solennellement ce samedi 14 décembre 2013, 150 nouveaux adhérents à l'occasion des cérémonies de commémoration du 52ème anniversaire de la victoire de ce parti, obtenu le 19 septembre 1961, a-t-on appris du 1er secrétaire provincial de ce parti à Cankuzo M Daniel Buhamagaye.

Les 150 nouveaux adhérents ont été accueillis dans quatre communes de cette province à savoir Mishuha, Cankuzo, Gisagara et Kigamba et proviennent d'autres formations politiques comme le Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD), le Front pour la Défense de la Démocratie-SAHWANYA FRODEBU), les Forces Nationales de Libération (FNL) et l'Union pour la Paix et la Démocratie (UPD Zigamibanga).

Selon M Buhamagaye, ces cérémonies ont été pour les militants de l'UPRONA l'opportunité de s'exprimer sur les difficultés qui hantent leur parti et d'arrêter des stratégies qui permettront parti de drainer le maximum de militants.

Par ailleurs, au cours de ces cérémonies, ce parti a décoré « 3 meilleurs militants » dans chaque commune, soit 12 militants dans les 4 communes où les cérémonies se sont déroulées. Le 1er a obtenu un certificat de mérite et une médaille au moment où le second et le 3ème ont obtenu chacun une médaille. ond

--
Le MSD se joint à son président en demandant pardon à la population

Par Bakina Patrick mardi 17 décembre 2013 à 19 : 26 : 14 - rpa.bi

A trois jours d'intervalle seulement, le Mouvement pour la Solidarité et le Développement (MSD) vient de sortir un communiqué de presse et une déclaration les deux signés respectivement par le secrétaire général du MSD et son président. Dans son communiqué du 16 décembre 2013, le secrétaire général fait état d'une réunion tenue par le bureau politique du MSD le 14 décembre 2013 pour analyser les propos tenus par le président du parti MSD au cours de l'émission "Kabizi" du

vendredi 13 décembre 2013 à l'encontre de l'animateur de l'émission. François Nyamoya compatit à la souffrance du peuple burundais qui croupit dans une misère inouïe. Tout cela étant dû à une gestion calamiteuse de la cité au sens hellénique du terme par le régime CNDD-FDD. Bien que François Nyamoya sache que cette situation désastreuse frustre énormément le président du MSD, il déplore les propos tenus par ce dernier à la fin de l'émission.

Le secrétaire général fait cette réflexion « un militant du parti, et à plus forte raison un dirigeant se doit de tenir des propos qui rassurent et soit respectueux dans la droite ligne des valeurs et des principes que le parti s'est engagé à promouvoir dans notre pays. » Il constate « les propos du président ont constitué un manquement à ce niveau. » Il note « le bureau politique tient à faciliter son président pour avoir reconnu sa faute en s'excusant publiquement. » D'autres personnalités politiques sont également appelés d'agir de la sorte pour qu'ils fassent de même à l'avenir, lorsqu'ils commettent des actes ou tiennent des propos répréhensibles. Le secrétaire général conclut par une leçon d'éthique. « L'erreur et la faute sont humaines, c'est seulement la persévérance de la faute ou de l'erreur qui sont les plus condamnables. »

En fin d'après-midi du 13 décembre 2013, le jour même de l'émission Alexis Sinduhije, le président du MSD avait sorti une déclaration sur un mode très personnel où il y avait la prédominance du "je" « J'ai participé à l'émission Kabizi et lors de cette émission, je me suis emporté et j'ai tenu des propos déplacés vis-à-vis du journaliste Serge Nibizi. » Il poursuit Je suis très désolé de m'être comporté de la sorte et c'est pourquoi je présente mes excuses à Serge Nibizi, à la RPA, aux auditeurs de la RPA ainsi qu'aux militants du parti MSD », lesquels dit-il « je me dois de représenter de manière irréprochable. » Sa conclusion aussi est ponctuée d'envolées éthiques rappelant les principes de sa formation politique. « Notre parti s'est engagé à défendre le respect et la dignité de tous les êtres humains. » renchérissant sur le mode personnel, il fait son nua culpa et revient sur ses principes « je garde malgré tout à l'esprit le sens de notre lutte et je réaffirme mon engagement à défendre ces valeurs de toutes mes forces. »

Mais qu'est ce qui s'est passé au juste durant cette émission d'une heure entre le journaliste Serge Nibizi et le président du MSD Alexis Sinduhije ?

Serge Nibizi demande à Alexis Sinduhije s'il va participer aux discussions prévues à l'assemblée nationale sur la réforme de la constitution. Sinduhije répond par la négative arguant qu'il s'agit de remplir les embonpoints des parlementaires déjà pleins. Pour lui, les députés ne sont que des caisses des résonances du conseil des sages du CNDD-FDD véritable détenteur du pouvoir. S'il faut discuter, il faudra discuter avec ce conseil et non avec des figurants. Sinduhije fait un clin d'œil aux forces de défense et de sécurité chargés de protéger la population et dont les responsables ont accusé Sinduhije de redditions. Il réitère sa volonté de détruire le pouvoir du CNDD-FDD, un pouvoir assassin, prédateur et qui a détruit même le marché central. Il faudra le chausser par la rue comme Moubarak et Ben Ali l'ont expérimenté.

Puis Sinduhije répond aux questions des auditeurs. Le premier lui demande s'il est sage de laisser les gens dans la rue, alors qu'il sait très bien qu'ils risquent de se faire tuer. Il propose à Alexis la voie pacifique et lui demande s'il va envoyer sa famille dans la rue. Il propose à Alexis de parler des projets et de ne pas utiliser un langage cru. Une autre auditrice parle également d'un pouvoir trop répressif. Le premier groupe finit par une femme qui se dit fatigué du pouvoir.

Alexis répond qu'il a une famille élargie, des neveux, des enfants de ses neveux prêts à l'aider. Il est prêt, dit-il à mourir comme Mandela, Martin Luther King qui ont organisé des manifestations pacifiques. Il a également ajouté toujours dans le même concept que 8.000.000 de burundais ne peuvent pas être l'otage d'un système dominé par six personnes du conseil des sages. Il répond à un détracteur qu'il insulte beaucoup plus le pouvoir qu'il ne parle de ses projets. Il y a des projets contre le chômage, l'agriculture, la stratégie industrielle et la lutte contre la corruption, répond-t-il.

Deux auditeurs lui reprochent son langage de faucons d'une volonté de détruire. Un auditeur aborde dans le même sens qu'Alexis Sinduhije et ne voit pas l'objectif d'un projet de dialogue conçu par l'Etat.

Alexis Sinduhije revient sur la thématique d'un pouvoir tueur, prédateur et voleur. Serge Nibizi cherche à le ramener sur les rails de l'émission pour répondre aux questions des auditeurs.

Visiblement Alexis Sinduhije profite de l'occasion pour faire un réquisitoire du régime. Serge Nibizi menace de clore l'émission si Alexis Sinduhije continue d'agir de la sorte. Ce dernier comme fondateur de la RPA selon plusieurs observateurs menace Serges comme quoi s'il clôture l'émission, il ne pourra plus parler sur le micro de la RPA. Serge coupe le micro. Les avis sont partagés, même la radio proche du parti au pouvoir REMA FM condamne Serge Nibizi pour ne pas avoir laissé Alexis Sinduhije s'exprimer. De l'autre côté, Alexis Sinduhije n'aurait pas dû perdre son self control. Avec son excuse, il a mis de l'eau dans le vin de la polémique.

--
Le Vice président du parti Frodebu incarcéré à la prison de Mpimba

Mardi, 10 Décembre 2013 06:39 rtnb.bi | Écrit par A. N. | PDF | Imprimer | Envoyer

Après 3 jours de cachot à la police, le vice président du parti Sahwanya Frodebu Frédéric Bamvuginyumvira a été incarcéré ce lundi 9 décembre 2013 à la prison centrale de Mpimba. La cour suprême a par la suite rendu public un communiqué dans lequel il indique que le vice président du Frodebu est poursuivi pour atteinte aux bonnes mœurs, et pour tentative de corruption. Selon la cour suprême, il a été appréhendé à Kajaga dans une maison de débauche qui avait été fermée par la police. Le communiqué a été lu à la RTNB par le conseiller à la cour suprême Emmanuel Rumbete

--
Célébration du 52ème anniversaire du Parti UPRONA

Lundi, 09 Décembre 2013 12:44 rtnb.bi | Écrit par K.A. | PDF | Imprimer | Envoyer

Dimanche 9 décembre 2013, le Parti UPRONA a célébré son 52ème anniversaire à Rumonge en Province Bururi, festivité rehaussé par le patron de ce parti Charles Nditije et les autres députés de l'UPRONA élus dans les circonscriptions de Bururi.

Parmi les questions préoccupantes des « Badasigana » de Rumonge adressés aux autorités de l'UPRONA figurent la problématique foncière orchestrée par la Commission nationale Terre et autres biens (CNTB) qui risque de créer un climat malsain entre les occupants et les rapatriés. Selon le Président du Parti UPRONA, Charles Nditije, l'Etat devrait corriger les erreurs du passé sans côté penchant.

Mis à jour (Lundi, 09 Décembre 2013 12:59)

--
Les membres du parti UPRONA en province de RUTANA plaident pour la réunification de leur parti

Lundi, 09 Décembre 2013 11:27 rtnb.bi | Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Les membres du parti UPRONA en province de RUTANA plaident pour la réunification de leur parti en vue des élections 2015.

L'appel a été réitéré lors de la célébration du 52ème anniversaire de la victoire de l'UPRONA en fin de semaine passée dans les quatre communes de la province RUTANA.

--
L'ADC IKIBIRI reporte la manifestation prévue pour ce lundi

Lundi, 09 Décembre 2013 05:47 rtnb.bi | Écrit par A. N. | PDF | Imprimer | Envoyer

Le président de l'Alliance des Démocrates pour le changement (ADC-IKIBIRI) Léonce Ngendakumana a annoncé le 7 décembre 2013 le report de la manifestation qui était prévue lundi le 9 décembre 2013. La raison invoquée est le décès de l'ancien Président Sud Africain Nelson Mandela et le deuil de 3 jours que le gouvernement a décrété. L'ADC-IKIBIRI se joint à tous les Burundais pour honorer la mémoire de l'illustre disparu. Léonce Ngendakumana a toutefois indiqué que les préparatifs de cette manifestation vont continuer après le deuil.

Mis à jour (Lundi, 09 Décembre 2013 05:59)

--

L'ADC-IKIBIRI ne s'est pas encore décidée sur la participation à une réunion pour contribuer au projet de révision de la Constitution

Vendredi, 06 Décembre 2013 13:54 rtnb.bi | Écrit par K.A. | PDF | Imprimer | Envoyer

Vendredi 6 décembre 2013, le Président de l'ADC-IKIBIRI, Léonce Ngendakumana a indiqué qu'il est encore tôt pour se prononcer sur la participation ou non à la réunion pour contribuer au projet de révision de la Constitution du Burundi. C'est au moment où le Président de l'Assemblée nationale a invité tous les partenaires politiques à une réunion du 19 au 20 décembre 2013 pour leurs contributions à ce projet de révision de la Constitution.

--

APDR : 45ème Parti politique agréé au Burundi.

Jeudi, 05 Décembre 2013 06:34 rtnb.bi | Écrit par P. H. | PDF | Imprimer | Envoyer

Un nouveau-né dans la sphère politique Burundaise, l'APDR, l'alliance pour la paix, la démocratie et la réconciliation devient la 45ème formation politique agréée au Burundi. L'ordonnance ministérielle du 04 décembre 2013 portant agrément et octroi de la personnalité civile de ce parti politique a été signé ce mercredi 04 décembre 2013 par le ministre de l'intérieur. Son président Laurent MANIRAGEZA, dans son discours a dit que son parti soutiendra tous ceux qui sauvegarderont la paix des burundais. Il prône également le dialogue.

--

Querelles persistantes à la tête des FNL en province de Ngozi

19 décembre 2013

Ngozi (Nord du Burundi), le 18 décembre 2013 (COSOME)- Des querelles persistent pour la direction des forces nationales de libération (FNL) dont se disputent le leader historique, Agathon Rwasa, et Jacques Bigirimana qui a été élu en octobre 2013 à la tête de ce principal parti d'opposition au terme du congrès controversé du mois d'octobre 2013, a appris sur place, des protagonistes, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME). Dans un message aux membres et sympathisants des FNL en province de Ngozi », Jean Claude Nkurunziza, représentant provincial, affirme que les organes dirigeants du parti ont été mis en place « dans le respect de la loi » et du Règlement Intérieur de cette formation politique.

La correspondance rappelle que Jacques Bigirimana a été « régulièrement » élu au poste de président et représentant légal des FNL.

De leur côté, les sympathisants de M.Rwasa ne mâchent pas les mots et pour eux, « Rwasa reste le seul et unique président et représentant légal légitimement mis en place par les vrais militants du parti » et demandent, en conséquence, à tous les militants des FNL de s'unir derrière leur « chef charismatique » pour la bonne préparation des prochaines élections générales de 2015.

YM

--

5.000 membres des FNL font allégeance à Agathon Rwasa dans Bujumbura Rural

6 novembre 2013

Bujumbura Rural, le 04 Novembre 2013 (COSOME)- Une pétition de quelque 5.000 fidèles au chef historique des forces nationales de libération(FNL) a été rendue publique le 4 Novembre 2013 dans une tentative de mettre fin aux divisions internes à cette ancienne rébellion aujourd'hui dans l'opposition, a appris sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME).

Les FNL sont actuellement divisées en plusieurs ailes dont celle qui est emmenée par Jacques Bigirimana et reconnue officiellement par le ministère de l'intérieur ayant en charge la gestion des associations à caractères politique.

Le départ en exil du leader historique des FNL a ouvert la voie à son éviction par une série de congrès.

M.Rwasa avait contesté la régularité des élections municipales de 2010 avant de s'éclipser de la

scène politique nationale pour réapparaître au mois d'août dernier.

Les signataires de la pétition au chef de l'Etat burundais demandent encore le respect de l'esprit et la lettre de la constitution de la République du Burundi qui dispose, en son article 80, que la loi garantit la non ingérence des pouvoirs publics dans le fonctionnement interne des partis politiques.

Le président de la République est aussi appelé à faire respecter et appliquer la feuille de route vers 2015 qui a été convenue entre la mouvance présidentielle et l'opposition à l'issue de l'atelier des nations unies du 11 au 13 Mars 2013, surtout le point 25 qui recommande au gouvernement du Burundi d'encourager la fusion et ou la réunification des partis politiques et de veiller surtout à sa non ingérence dans le fonctionnement de ces derniers.

A part la réhabilitation de RWASA Agathon dans ses fonctions de Président et de Représentant Légal du parti FNL et tous les organes issus du congrès national de 2009, les signataires de la pétition demandent également la cessation de la « chasse aux militants » du parti et la libération de tous les membres des FNL encore en prison pour leurs convictions politiques.

La pétition demande enfin l'arrêt des restrictions de mouvement et de liberté ainsi que les « montages politico-judiciaires » faits à l'encontre de Agathon RWASA.

Une pétition au niveau nationale a totalisé près de 70.000 signatures et reprend les mêmes revendications de réhabiliter M.Rwasa dans son statut de seul « chef légitime » des FNL. E.NZ.

--

Le Ministère Africain de Compassion demande aux jeunes de ne pas répondre à l'appel d'une marche manifestation de l'ADC IKIBIRI

Mercredi, 04 Décembre 2013 17:00 rtnb.bi | Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Le Ministère Africain de Compassion, une ASBL religieuse vient de demander à la population et aux jeunes en particulier de ne pas répondre à l'appel d'une marche manifestation lancée par l'ADC-IKIBIRI.

Aimé Pascal NDUWIMANA, représentant légal de cette association a demandé plutôt à la population de continuer à vaquer à leurs activités quotidiennes. Il s'exprimait ce mercredi 04 décembre 2013 dans une conférence publique. Il a recommandé à ces politiciens qui incitent les jeunes à manifester, de faire passer leurs revendications par les voies reconnues par la loi au sujet de ce projet de révision de la constitution controversée.

--

Le Président du CNDD-FDD se dit satisfait du déroulement de l'atelier qui a réuni les responsables des partis politiques

Dimanche, 01 Décembre 2013 10:57 rtnb.bi | Écrit par N.C. | PDF | Imprimer | Envoyer

Le Président du CNDD-FDD Pascal NYABENDA se dit satisfait du déroulement et des conclusions de l'atelier qui a réuni les responsables des partis politiques pour évaluer la mise en œuvre de la feuille de route. Selon Pascal NYABENDA, ils ont dégagé un consensus que le Chef de l'Etat, en proposant des amendements à la constitution l'a fait conformément à la constitution et répond à une disposition qui se trouve dans la feuille de route. Pascal NYABENDA regrette qu'il y ait encore des politiciens qui appellent les jeunes et la population en général à manifester contre la procédure d'amendement de la constitution. Il fait un clin d'œil à cette population et lui demande de ne pas se laisser tromper par ces politiciens. A l'Assemblée nationale, Pascal NYABENDA lui demande de prévoir une façon de recevoir les contributions des partenaires politiques.

--

NOVEMBRE 2013

--

Le président de l'UPRONA en visite à Mwaro

27 novembre 2013

Mwaro (Centre du Burundi), le 26 novembre 2013(COSOME)- Le président du de l'union pour le

progrès national (UPRONA), Charles Nditije, a visité, le week-end dernier, la province de Mwaro où il a profité de l'occasion pour s'exprimer sur les problèmes politiques de l'heure au Burundi, a appris sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME).

La descente a coïncidé avec la célébration du 52ème anniversaire de la victoire de l'ancien parti unique aux premières élections législatives post coloniales des années 1962.

Le président de l'UPRONA s'est également exprimé sur le travail parfois controversé dans l'opinion de la commission nationale des terres et autres biens, la révision en cours de la constitution, le projet de la mise en place de la commission pour la vérité et la réconciliation nationale.

Concernant le projet de révision constitutionnelle, le leader de l'UPRONA a affirmé qu'il s'agissait d'une manœuvre du parti au pouvoir pour mettre fin aux accords de paix qui ont été conclus à Arusha en Tanzanie en Août 2000 entre les burundais dans toute leur diversité.

Ces accords de paix d'Arusha ont donné naissance à cette constitution, c'est pour cette raison que sa révision ne peut pas être l'œuvre du seul parti au pouvoir et les dirigeants de ce pays doivent savoir qu'ils ont accédé au pouvoir grâce à ces mêmes accords, selon M.NDITIJE.

Concernant ce que compte faire le parti Uprona au cas où le Gouvernement ferait sourde oreille aux différents appels lancés, ils ne vont pas se retirer du Gouvernement ou d'autres organes de prise de décision comme souhaité par les parti de l'opposition, il vont attendre et vont agir quand le projet de loi sera au niveau des deux chambres du parlement, a-t-il dit.

S'agissant de la Commission Terre et autres Biens, le président de l'UPRONA s'est dit « consterné » par la reconduction de Monseigneur Bambonanire à la tête de la CNTB étant donné qu'il a déjà montré qu'il a un côté penchant au lieu d'observer la neutralité.

S'agissant de la mise en place de la commission pour la Vérité et la Réconciliation, M.Nditije a trouvé que le gouvernement veut promouvoir le « pardon collectif » en même temps qu'il est « contre » la mise en place d'un tribunal spécial pour réprimer les crimes qui ont été commis depuis la date de l'indépendance nationale du Burundi, en 1962, à la signature de l'accord global de cessez-le-feu de 2003.

Concernant la vie du parti, le président de l'UPRONA a lancé un message de réunification du parti au niveau provincial après des divisions qui ont été observées ces derniers temps dans les rangs de la formation politique. Cette réunification passera par des candidatures aux postes de responsabilité qui seront désormais parrainés par des responsables du parti à la base.

J.H.

--

Le CNDD-FDD commémore la « semaine du combattant » à Kirundo
15 novembre 2013

Kirundo(Nord du Burundi), le 15 novembre 2013 (COSOME)- Le conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD/FDD, au pouvoir) a ouvert mercredi au Centre Amahoro de Kirundo, une semaine dédiée à ses anciens combattants, a constaté sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral (COSOME).

Contrairement aux habitudes, il n'y a pas eu de discours inaugural à l'intention des invités, à majorité membres du parti présidentiel.

Les invités ont suivi un documentaire relatant le déroulement de la guerre depuis 1993 jusqu'en 2003, date de la signature du cessez-le feu global entre le CNDD/FDD et le pouvoir de l'époque.

Le documentaire retrace la tactique de combat ou encore le ravitaillement des combattants durant du CNDD-FDD durant la décennie de guerre contre le pouvoir central en place à l'époque des faits.

Cette semaine du combattant se veut être un souvenir des durs moments vécus par les anciens rebelles mais aussi évaluer le pas déjà franchi depuis la signature du cessez-le, murmure-t-on dans les rangs du CNDD/FDD.

Les trois conseillers du gouverneur de province, drapés en uniformes du parti, étaient visibles à l'avant plan dans la salle.

Par contre, les membres des forces de l'ordre et de sécurité n'étaient pas présents aux cérémonies inaugurales de la journée nationale du combattant qui ira jusqu'au 16 novembre prochain.

Dans la rue, de petits groupes de curieux échangeaient sur l'opportunité d'organiser cette fête.

Un ancien sous-officier des ex-forces armées burundaises (ex-FAB), aujourd'hui à la retraite, a déploré, sous-couvert d'anonymat, que des combattants des autres mouvements rebelles et des ex-FAB ne sont pas associés à ces activités.

Les dix années de guerre civile ont emporté au moins 300.000 personnes, essentiellement des civils, et poussé en exil à l'intérieur et à l'extérieur du pays plus d'un million d'autres citoyens.

Les chiffres les plus mal connus sont ceux des victimes des combats au sein de l'armée régulière et des sept anciennes rébellions armées du pays. JCN

--

Les partis apprécient la mise en place d'un cadre de dialogue sur le projet de constitution

Jeudi, 28 Novembre 2013 06:00 rtnb.bi | Écrit par A. N. | PDF | Imprimer | Envoyer

Comme rapporté lors de notre livraison du 27 novembre 2013, le premier vice président de la République Bernard Busokoza vient d'annoncer que le gouvernement du Burundi va mettre en place un cadre de dialogue avec tous les acteurs concernés, sur le projet d'actualisation de la constitution avant les échéances politiques de 2015. Après l'annonce de cette nouvelle, le président du parti CNDD-FDD a indiqué que son parti ne s'y est pas opposé, il a rappelé que l'essentiel pour lui c'est de respecter la loi. Le parti Uprona apprécie cette décision du fait que le cadre de dialogue va permettre un consensus sur ce qui doit être retouché, et de cette manière il y aura des élections apaisées en 2015. Le président du parti Sahwanya Frodebu Léonce Ngendakumana s'est lui aussi montré satisfait après l'annonce de cette mesure du gouvernement d'associer tous les acteurs concernés.

--

Attaque contre un ménage du président collinaire du MSD en province de Rutana

13 novembre 2013

Rutana (Sud- est du Burundi), le 12 novembre 2013 (COSOME)- Le ménage d'Emile Kabura, responsable du mouvement pour la sécurité et le développement (MSD, opposition extra-parlementaire), a été attaqué par des individus non encore clairement identifiés sur la colline de Gatakazi, en zone et commune Musongati, le 10 novembre dernier, apprend-on de diverses sources concordantes.

Les agresseurs seraient de jeunes militants « Imbonerakure » affiliés au Conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir), d'après les témoignages de la population proche de la victime.

Les mêmes témoins ont affirmé que les agresseurs étaient armés de gourdins et de bâtons au moment de l'attaque contre le domicile du responsable du MSD.

Les mis en cause ont défoncé la porte de la maison et se sont mis ensuite à menacer Emile Kabura de le liquider physiquement s'il n'ouvrait pas rapidement.

Alertés, les voisins sont vite intervenus et ont failli se rentrer dedans avec les jeunes Imboneakure n'eut été l'intervention rapide des policiers de la position de Gatakazi.

Le chef collinaire du MSD a dit qu'il se savait menacer par ceux qui veulent lui faire changer de parti politique.

--

FNL : Agathon RWASA fait appel au président NKURUNZIZA

Par Diane Hakizimana mardi 5 novembre 2013 à 08 : 17 : 22 - rpa.bi

Agathon RWASA qui se réclame président du FNL a adressé hier une pétition au Président de la République. Cette pétition signée par plus de 67.000 membres, réclame la réhabilitation du parti FNL et de ses leaders issus du congrès national du parti tenu en 2009. Selon Agathon RWASA, les organes du parti FNL reconnus par le ministère de l'intérieur sont illégaux, car issus d'un congrès

irrégulier.

Toutefois, Agathon RWASA se dit optimiste face à leur requête. Selon lui, le président NKURUNZIZA a toutes les prérogatives de satisfaire leurs réclamations

--

Vers une candidature unique de l'ADC à la présidentielle de 2015

11 novembre 2013

Bujumbura Rural, le 11 Novembre 2013 (COSOME)- Le président du mouvement pour la solidarité et le développement (MSD, opposition), Alexis Sinduhije, a annoncé samedi depuis Mugongomanga, une commune de Bujumbura rural, que l'alliance démocratique pour le changement(ADC) allait présenter un candidat unique à la présidentielle de 2015 au Burundi.

M.Sinduhije a fait l'annonce lors d'une tournée dans cette commune visant la redynamisation des comités de zone et de colline du parti, mais sans plus de précision sur le candidat en question de l'ADC.

Le leader du MSD s'est encore exprimé sur le projet en cours de révision constitutionnelle en le jugeant « inopportun ».

Par ailleurs, M.Sinduhije a affirmé qu'il s'agissait d'une initiative unilatérale du pouvoir que ne compte pas cautionner l'opposition.

La population a été également appelée à la vigilance en tant que seule détentrice de la souveraineté nationale.

A signaler que le parti MSD fait partie de 5 partis politiques actifs dans la province de Bujumbura, à savoir les forces nationales de libération (FNL), le Conseil national pour la défense de la démocratie(CNDD-FDD), le Front pour la démocratie au Burundi(FRODEBU, originel) et le FRODEBU Nyakuri(une aile dissidente).

--

Le Président du MSD s'inscrit en faux contre « le changement » de la constitution en cours au Burundi

17 novembre 2013

Kirundo (Nord du Burundi), le 18 novembre 2013 (COSOME)- La révision de la constitution est « une astuce » du conseil national pour la défense de la démocratie /forces de défense de la démocratie (CNDD/FDD, au pouvoir) pour « s'éterniser au pouvoir » et « maintenir » la population dans « l'oppression », a déclaré, samedi dernier, à Kirundo, Alexis Sinduhije, président du Mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD, opposition) au cours d'une tournée de trois jours dans les communes de Bugabira, Bwambarangwe et Kirundo pour fidéliser ses militants.

Selon M. Sinduhije, l'alliance démocratique pour le changement(ADC, opposition) ne restera pas « les bras croisés » devant ce projet du gouvernement de changer la constitution de la république du Burundi.

Au cas où l'exécutif burundais ne change pas de décision, « nous appellerons toute la population à manifester pour défendre sa souveraineté », a-t-il déclaré.

Adoptée le 28 février 2005 à plus de 90% par référendum, la loi fondamentale en vigueur au Burundi est une émanation des accords d'Arusha (nord de la Tanzanie) pour la paix et la réconciliation au Burundi, signés en 2000, rappelle-t-on.

Avant de le soumettre au référendum, le projet de constitution de la période post-transition d'alors avait fait l'objet d'une large consultation entre les différentes forces politiques en présence, rappelle-t-on.

Aujourd'hui, la classe politique burundaise et les activistes de la société civile demandent la même concertation sur le projet de révision de la constitution aujourd'hui encore en vigueur au Burundi.

Abordant les échéances électorales de 2015, le président du MSD a révélé que « l'ADC-IKIBIRI présentera un seul candidat aux élections présidentielles » et ledit candidat sera porté à la connaissance du public au moins six mois avant.

Selon ce même politicien, « le projet de société de l'ADC-Ikibiri sera signé sous peu », a-t-il conclu

--
Sera-t-ce une naissance avortée d'une nouvelle coalition ADC-IKIBIRI ?

Par Diane Hakizimana jeudi 14 novembre 2013 à 16 : 17 : 53 - rpa.bi

Des militants qui disent appartenir aux partis politiques au sein de l'ADC-IKIBIRI ont animé une conférence de presse ce jeudi où ils annonçaient publiquement leur retrait de cette coalition pour former une nouvelle alliance dénommée Alliance pour la Paix, la Démocratie et la Réconciliation « APDR ».ils disent qu'ils n'ont plus confiance en leurs présidents. A cet effet, ils ont énuméré les manquements reprochés à ces derniers. Ils ont par la suite appelé leurs militants à se désolidariser avec les membres de l'ADC-IKIBIRI

Une bagarre a éclaté à la fin de la conférence de presse. Les jeunes affiliés à la coalition ADC-IKIBIRI ont laissé entendre que les organisateurs de cette conférence ne sont membres d'aucun parti politique de l'ADC-IKIBIRI. Ils y voient plutôt une parodie de montage pour détruire leur coalition.

--
Le parti UPRONA fête le 52ème anniversaire de la victoire aux élections législatives

Lundi, 25 Novembre 2013 14:23 rnb.bi | Écrit par R. S. | PDF | Imprimer | Envoyer

Le parti UPRONA « Union pour le Progrès National » section Mwaro a fêté ce dimanche 24 novembre 2013, le 52ème anniversaire de la victoire aux élections législatives de 1961.Les cérémonies était rehaussé par le président du parti Charles Nditije et le 2ème vice président du sénat. Le président du parti a tranquilisé les Badasigana de mwaro aux différents questions comme la révision de la constitution, la commission vérité et réconciliation ainsi que la CNTB. Ces questions sont entrain d'être suivi dans les différentes institutions comme le parlement.

--
Le projet de constitution contesté par les groupes parlementaires Uprona et Frodebu Nyakuri

Mercredi, 27 Novembre 2013 05:25 rnb.bi | Écrit par A. N. | PDF | Imprimer | Envoyer

Les groupes parlementaires des partis Uprona, Frodebu Nyakuri et celui des Batwa viennent de demander au président de l'Assemblée nationale de renvoyer le projet de constitution au gouvernement. Le motif invoqué par les trois groupes est que le projet a été caractérisé par des irrégularités. Les groupes parlementaires en question indiquent que le projet de loi doit recueillir le consensus de tous les acteurs concernés par la question. Ils estiment en outre que les Accords d'Arusha ne doivent pas être modifiés sans l'aval de l'initiative régionale pour la paix au Burundi. Le seul point qui mérite d'être intégré dans la constitution se rapporte à l'entrée du Burundi au sein de l'EAC.

--
Le parti UPRONA exprime sa position sur le projet de révision de la Constitution et sur la CNTB

Mercredi, 20 Novembre 2013 05:52 rnb.bi | Écrit par P. H. | PDF | Imprimer | Envoyer

Le président du parti UPRONA, Charles NDITIJE a animé ce mardi 19 novembre 2013, une conférence de presse pour exprimer la position du parti UPRONA sur le projet de révision de la Constitution et sur la CNTB. Le parti UPRONA se dit surpris par reconduction de Monseigneur Sérapion BAMBONANIRE, président du Commission Nationale Terre et autres Biens et la nomination de son adjoint. Le parti UPRONA s'insurge aussi en faux contre deux projets de loi relatifs à la CTNB, qui sont déjà à la table du Parlement.

A propos de la révision de la Constitution du Burundi, Charles NDITIJE condamne la démarche solitaire du parti CNDD-FDD visant à charger la Constitution. Selon le président de l'UPRONA, la révision de la Constitution viole les accords d'ARUSHA pour la paix et la réconciliation. Le parti UPRONA demande alors la suspension de cette démarche solitaire du parti au pouvoir et demande l'engagement immédiat des consultations avec les autres acteurs, et de s'abstenir de toute tentative visant à remettre en cause l'esprit de l'accord d'Arusha.

Concernant la CNTB, le président du parti UPRONA condamne la reconduction de Sérapion BAMBONANIRE et son attitude vis-à-vis du parti UPRONA. Charles NDITIJE trouve que la composition actuelle de la CNTB, risque d'entraîner des exclusions. Les deux projets de loi sur la CNTB qui sont au Parlement, sont aussi contraires à la Constitution d'après Charles NDITIJE.

--

Nouveaux dirigeants de la JRR à l'Université du Burundi

Lundi, 18 Novembre 2013 09:04 rtnb.bi | Écrit par P. H. | PDF | Imprimer | Envoyer

Ce samedi 16 novembre 2013, les jeunes membres du parti UPRONA de l'Université du Burundi ont procédé aux élections des nouveaux dirigeants de la JRR à la permanence de l'UPRONA en commune urbaine de Nyakabiga. Au cours de cette rencontre, ces jeunes ont demandé aux dirigeants du parti UPRONA de réunifier les BADASIGANA qui se sont divisé en deux groupes.

--

L'alliance pour la paix et la démocratie et la réconciliation veut remplacer l'ADC IKIBIRI avant d'être désavouée.

Vendredi, 15 Novembre 2013 13:17 rtnb.bi | Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Quelques jeunes de l'alliance démocratique pour le changement dite ADC IKIBIRI ont annoncé ce jeudi 14 novembre 2014 qu'ils viennent de créer l'alliance pour la paix, la démocratie et la démocratie APDR en sigle.

Au cours d'une conférence de presse tenue ce même jeudi, une centaine de jeunes ont déclaré être déçus par les leaders de l'ADC IKIBIRI et que c'est pour cette raison qu'ils ont créé une nouvelle alliance.

Un peu plus tard, un autre groupe dit également de l'ADC IKIBIRI et ont laissé entendre que ce qui était entrain de se faire était incompréhensible et a accusé le parti CNDD-FDD d'y être pour quelque chose.

Le groupe en question a pris les drapeaux et les signes des partis politiques de FNL ; MSD. FRODEBU et UPD ZIGAMA IBANGA en disant que ce symboles appartiennent à l'ADC IKIBIRI ;

La nouvelle alliance pour la paix, la démocratie et la réconciliation, APDR accuse l'ADC IKIBIRI de mobiliser ses militants à la désobéissance contre le Gouvernement.

--

Arrestation de militants de l'UPRONA et de l'UPD en province de Bubanza

30 novembre 2013

Bubanza (Nord-Ouest du Burundi), le 30 novembre 2013(COSOME)- Des membres de l'unité pour le progrès national (UPRONA, ex-parti unique) et de l'union pour la paix et la démocratie(UPD, opposition) ont été arrêtés par la police, le 29 novembre dernier en commune de Mpanda, sur la colline Gifugwe, pour « outrage à chef de l'Etat », a appris sur place, de source proche des prévenus, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral (COSOME).

Les prévenus sont au nombre de trois, à savoir un membre de l'UPRONA et deux autres de l'UPD, d'après les mêmes sources.

Hankirimana Jean, Buhoma Sélemani de l'UPD Zigamibanga et Ndayiragije Eric de l'UPRONA ont été arrêtés vers 18 heures locales avant de subir des interrogatoires sur la détention de documents « outrageants » envers le chef de l'Etat.

Les responsables provinciaux des partis concernés en province de Bubanza ont exprimé leur surprise par rapport à ces arrestations.

Pour le représentant de l'UPRONA, Banciryano Fabien, ces arrestations sont « illégales » et « injustes ».

La même réaction a été formulée par le responsable provincial de l'UPD Zigamibanga pour qui les prévenus ne sont pas les auteurs des écrits incriminés qui ont été tirés d'un site internet. A.NK.

--

Célébration de la journée du combattant en province de Ngozi

18 novembre 2013

Ngozi(Nord du Burundi), le 18 octobre 2013 (COSOME)- Le Président de la République du Burundi, Pierre Nkurunziza, lui-même ex combattant du mouvement rebelle du conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie(CNDD-FDD, actuellement au pouvoir) a présidé les cérémonies de clôture de la semaine qui a été dédiée au combattant, a constaté sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME).

Dans un point de presse, le président Nkurunziza a déclaré que celui qui n'a pas fait la guerre ne peut pas comprendre le vécu quotidien d'un combattant, en réponse à ceux de l'opposition qui n'adhèrent pas à cette initiative du CNDD-FDD.

Pour lui, célébrer cette journée ne signifie pas faire le culte de la guerre. « C'est plutôt rendre hommage aux victimes de la guerre, partager avec les rescapés, les veuves et orphelins de la crise ». Quant à ceux qui y voient l'exclusion d'autres anciens combattants, le président a, là aussi, nié cette thèse en parlant plutôt d'une organisation interne au CNDD-FDD.

Pour lui-même, les autres partis qui ont combattu dans la rébellion sont en droit de s'organiser et de célébrer comme ils l'entendent.

Le président Nkurunziza est revenu sur les accords de cessez-le feu du 16 novembre 2003 « qui ont marqué le début d'une nouvelle vie pour les combattants et les Bagumyabanga ».

A la même occasion, le chef de l'Etat a rappelé les idéaux du CNDD- FDD que sont, entre autre, la défense de la démocratie, le développement du pays, le respect de la vie humaine, la gouvernance démocratique et le patriotisme.

On rappelle que la journée du combattant du CNDD-FDD a été célébrée le 16 novembre dans toutes les communes du pays. YM

--

Célébration de la semaine dédiée au combattant de l'ancien mouvement rebelle du CNDD-FDD

18 novembre 2013

Mwaro(Centre du Burundi), le 116 Novembre 2013(COSOME)- Le Conseil National de la Défense de la Démocratie/Force de Défense de la Démocratie(CNDD-FDD) a lancé, mercredi dernier, la semaine qui a été dédiée à la célébration de la « journée du combattant » de l'ancienne principale rébellion actuellement au pouvoir en province de Mwaro, a appris sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME).

Les festivités du jour ont été marquées par le tournage d'un film qui relate la vie des combattants dans le maquis.

Des groupes d'animation folkloriques aux couleurs du CNDD-FDD ont également agrémenté les cérémonies du jour.

Des hauts parleurs distillaient également des chansons à la gloire du parti au pouvoir tandis que les invités avaient droit à un repas gratuit qui a été préparé de la manière dont les combattants le faisaient du temps où ils étaient encore dans le maquis.

Tous ceux qui avaient répondu présents aux festivités devraient goûter au repas, sans distinction aucune du statut social.

Du côté de l'homme de la rue, l'interrogation était surtout aux raisons qui ont poussé le CNDD-FDD a organiser seul la fête alors qu'il y a dans le pays des combattants d'autres anciens mouvements rebelles.

De l'avis général, la fête méritait d'être inclusive de tous ceux qui ont été sur le champ de bataille afin de ne pas donner l'impression qu'il s'agit plutôt d'une forme déguisée de propagande du parti au pouvoir.

On rappelle que sept mouvements rebelles armés ont fait face aux ex-forces armées burundaises (ex-FAB, gouvernementales) durant les années passées de guerre civile.J.H.

--

OCTOBRE 2013

Présentation de l'album des chanteurs du parti CNDD-FDD dénommé « IBUYE RY'ABAGUMYABANGA »

Samedi, 26 Octobre 2013 18:48 rtnb.bi| Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Les jeunes du parti CNDD-FDD ont afflué des quatre coins de la ville de BUJUMBURA pour se rencontrer à la Place de l'Indépendance à partir d'où ils ont pris la direction de la route RUMONGE pour se diriger au stade de football de KIBENGA.

Le Secrétaire général des jeunes IMBONERAKURE du parti CNDD-FDD, Paul Ndimubandi a déclaré à la presse que ce rassemblement était une occasion de présentation de l'album des chansons des jeunes du parti CNDD-FDD dénommé « IBUYE RY'ABAGUMYABANGA » et que ces chansons faisaient l'éloge de la paix, de la démocratie et relataient les étapes de développement déjà franchies.

Mis à jour (Dimanche, 27 Octobre 2013 09:59)

--

Célébration du 52ème anniversaire de l'assassinat du Héros de l'indépendance du Burundi

16 octobre 2013

Kirundo (Nord du Burundi), le 14 octobre 2013 (COSOME)- Les cérémonies commémoratives du 52ème anniversaire de l'assassinat du Prince Louis Rwagasore, père de l'indépendance du Burundi, ont débuté par une messe d'action de grâce en mémoire de l'illustre disparu sur fond d'une faible participation, a constaté sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral (COSOME).

Le prêtre qui a officié la messe a invité les burundais à perpétuer l'héritage du héros de l'indépendance nationale.

Le reste des festivités s'est déroulé au monument de l'indépendance. Le gouverneur de la province Kirundo (nord du Burundi), Reverien Nzigamasabo, a appelé la population à immortaliser l'œuvre du Prince Louis Rwagasore par l'amour du travail, la consolidation de l'unité nationale.

Il a en outre exhorté les hommes de lois à asseoir une justice pour tous comme le prônait le prince Rwagasore au cours de son combat acharné pour la recherche de l'indépendance nationale.

A l'occasion, des partis politiques comme le conseil national de la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie (CNDD/FDD, au pouvoir), l'union pour le progrès national (UPRONA, institutionnel), l'union pour la paix et le développement (UPD, opposition), le front pour la démocratie au Burundi (Sahwanya-FRODEBU, opposition), le mouvement pour la solidarité et la démocratie (MSD, opposition) et le Front pour la démocratie au Burundi (FRODEBU-Nyakuri, institutionnel), et quelques représentants des services de l'Etat ont déposé des gerbes de fleurs au monument de l'indépendance. JCN

--

Les membres du parti FLN, aile d'Agathon RWASA ont été remplacés dans les Conseils communaux de la province BURURI

Samedi, 26 Octobre 2013 18:45 rtnb.bi| Écrit par A.Kantiza | PDF | Imprimer | Envoyer

Deux membres du FNL, aile d'Agathon RWASA ont été remplacés au Conseil communal de RUMONGE depuis ce vendredi 25 octobre 2013 et cela consécutivement à une décision prise par le Gouverneur de la province de BURURI qui suspend onze membres du parti FNL, aile d'Agathon RWASA dans la participation aux activités des Conseils communaux de RUMONGE ; MATANA ; MUGAMBA ; BUYENGERO et BURAMBI. L'Honorable KARENGA Rhamadhani a expliqué que cette décision de remplacer les membres du FNL de l'aile d'Agathon RWASA est de nature à ne pas hypothéquer les activités du Conseil communal.

Il faudrait mentionner qu'une des personnes proposées pour remplacer les deux membres du parti

FNL de l'aile d'Agathon RWASA a refusé de siéger au Conseil communal de RUMONGE sous le prétexte qu'elle n'avait pas été consulté préalablement
Mis à jour (Dimanche, 27 Octobre 2013 09:57)

--

8 membres du parti MSD en prison pour « atteintes à la sécurité intérieure » du pays
14 octobre 2013 - Bubanza (Nord-Ouest du Burundi), le 14 Octobre 2013 (COSOME)- Quelque 8 membres du Mouvement de Solidarité et Démocratie (MSD, opposition) ont été arrêtés depuis le 9 octobre 2013 par la police de Gihanga pour « atteintes à la sécurité intérieure » du pays, apprend-on de source sécuritaire sur place.

Il s'agit du président du MSD en commune Gihanga, Irakoze Bienvenu, de Nitunga Jean Bosco et Ndayiragije arrêtés le 14 octobre sur mandat du procureur.

Ils ont rejoint 5 autres membres qui ont été arrêtés depuis le 9 et qui ont été transférés au cachot de la police de Bubanza.

Ces membres du MSD étaient recherchés par la police après un incident qui a opposé les jeunes du parti à ceux du CNDD/FDD(au pouvoir) au village 3 en commune Gihanga.

Cet incident a occasionné 5 blessés des deux côtés. Dans la foulée, 11 convocations ont été lancées du côté de MSD et 12 du côté du CNDD/FDD.

La police a refusé à ces présumés d'être assistés par leurs deux Avocats, Maitres Muhimpundu Freury et Jean Kennedy Nshimirimana au cours de l'interrogatoire.

Un de ces deux Avocats, Fleury MUHIMPUNDU, contacté, indique que c'est le droit du détenu d'être assisté par son Avocat, à quelques étapes du dossier que ce soit conformément à la constitution du Burundi.

Les autorités policières du Commissariat provincial de Police de Bubanza ont dit que l'assistance des Avocats débute au niveau du Parquet.

Selon le commissaire provincial de police à Bubanza, Nzeyimana Rémégie les enquêtes policières doivent garder un caractère secret jusqu'à la transmission des dossiers au parquet.

Deux membres du MSD, grièvement blessés pendant ces affrontements, ont aussi porté plainte contre 12 membres du CNDD-FDD, mais ceux-ci n'ont pas encore été arrêtés malgré les convocations délivrées par la police.

Sur 11 personnes membres du MSD recherchées par la police, certaines parmi elles sont des élèves qui ont foui l'école pour échapper à la police.

Les avocats des victimes du côté MSD demandent que tous les présumés soient traités de la même manière devant la loi. A.Nk

--

Au moins six blessés dans des échauffourées entre de jeunes militants du MSD et des FDD en province de Bubanza

8 octobre 2013

Bubanza (Nord-Ouest du Burundi), le 6 octobre 2013 (COOSOME)- Au moins six personnes ont été blessées à des degrés divers dans des échauffourées entre des jeunes du mouvement pour la solidarité et la démocratie(MSD, opposition) et ceux du conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie(CNDD-FDD, parti au pouvoir) le 5 octobre 2013 en commune de Gihanga, de la province de Bubanza, a appris sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME), de source sécuritaire.

Les deux groupes de jeunes partisans faisaient du sport matinal de jogging quand ils se sont croisés au village 3 de la commune de Gihanga et se sont rentrés dedans.

Parmi les blessés, deux sont de jeunes militants du MSD et quatre autres du CNDD-FDD, dont un cas grave. L'administrateur de la commune Gihanga, Audace Ndayisaba, a condamné cette violence dont les auteurs devront être poursuivis par la justice.

Le commissaire de police en province de Bubanza, Nzeyimana Rémégie a également dit que les auteurs de ces violences devront être arrêtés et punis.

Au niveau de la direction du MSD, on estime que s'il faut des arrestations, elles devront se faire en toute impartialité des deux côtés.

De son côté, le représentant de l'association de défense des droits des prisonniers et des droits humains (APRODH) Ichiagazeko Antoine, a demandé aux partis politiques de discipliner leurs jeunes militants pour éviter ce genre de violence qui se répète pour la 2ème fois en commune de Gihanga en moins de deux mois.

Ce comportement augure une situation politique très tendue à l'approche des élections générales de 2015. A.Nk

--

Des cas d'intolérance politique signalés dans Bujumbura Rural

8 octobre 2013

Bujumbura Rural, le 7 Octobre 2013 (COSOME)- Des inconnus ont arrachés, dans la nuit de du 6 Octobre 2013, le drapeau du parti mouvement pour la solidarité et la démocratie(MSD) qui était implanté devant la permanence de ce parti d'opposition à Gitaza, en commune de Muhuta, de la province de Bujumbura rural, apprend-on de source proche du parti.

Selon le représentant du MSD dans cette province de l'Est du pays, ce phénomène d'arracher les drapeaux des partis politiques vient ternir la cohabitation qui était jugée bonne entre les familles politiques.

De telles bavures étaient entendues ailleurs dans d'autres provinces, précise Olivier KENESE, qui déplore au passage, le fait que des malfaiteurs viennent de se déclarer dans Bujumbura Rural où la situation sécuritaire était jusque-là relativement bonne.

A Gitaza, ce n'est pas seulement le drapeau du MSD qui a été arraché. Olivier KENESE ajoute que ces malfaiteurs inconnus ont également effacé les symboles du MSD qui étaient sur les murs de ladite permanence.

Il est à rappeler qu'au mois de Mars de cette année, une telle bavure d'arracher les drapeaux a été signalée dans la commune kanyosha de la même province de Bujumbura Rural.

E.NZ.

--

Remplacement de deux conseillers communaux des FNL en province de Bururi

28 octobre 2013

Bururi (sud du Burundi), le 28 Octobre 2013(COSOME)- Deux conseillers communaux membres des forces nationales de libération (FNL, opposition, aile d'Agathon Rwasa) ont été provisoirement remplacés, vendredi, par ceux es membres de l'aile reconnue officiellement dirigée par Jacques Bigirimana, « en violation de la loi », clament les concernés.

Bizindavyi Samuel, vice-président du conseil communal de Rumonge et membre des FNL de M.Rwasa, a été remplacé par Karorero Augustin, aile de Jacques Bigirimana.

Par ailleurs, Bigirimana Silvie, de son côté, a été remplacée par Nyandwi Justine avant de se désister et affirmé qu'elle restait fidèle à Rwasa Agathon comme président légal du parti FNL.

Les remplacements ont eu lieu au cours d'une réunion au cours de laquelle le président du conseil communal a déclaré qu'il s'agissait d'une mesure provisoire.

En date du 23 Octobre dernier, le gouverneur de la province de Bururi, Mme Nimenya Gloriose avait adressé des correspondances aux présidents des conseillers communaux de Burambi, Buyengero, Matana, Mugamba, Rumonge et Rutovu leur demandant de remplacer 11 conseillers communaux suspendus par la direction des FNL dirigées par Jacques Bigirimana.

Elle a indiqué s'être appuyée sur l'article 23 de la loi portant organisation de l'administration communale et de l'article 188 du code électoral pour demander le remplacement de ces conseillers communaux.

Rappelons que ces 11 conseillers issus du parti FNL ont sorti une déclaration où ils indiquaient qu'ils reconnaissent toujours l'autorité de Rwasa Agathon comme président du parti.

Un problème de leadership au sein de ce parti serait à l'origine de ce remplacement survenu au sein

des conseillers communaux en province de Bururi, indiquent certains observateurs avisés. Certains conseillers communaux issus des FNL ont continué à siéger au sein des conseils communaux malgré le retrait du parti de la compétition électorale de 2010 F.N.Z.

--

1.253 membres des FNL soutiennent Rwaswa Agathon à la présidence du parti
1er octobre 2013

Bubanza (Nord-Ouest du Burundi), le 30 septembre 2013(COSOME)- Un groupe de 1.253 personnes des communes de de Mpada et Rugazi a signé, le 29 septembre 2013, une pétition de soutien au leader historique, mais aujourd'hui controversé, des forces nationales de libération (FNL, opposition), Agathon Rwaswa, , a appris sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME).

Parmi les signataires figurent des jeunes et des femmes militants pour demander à l'aile dissidente emmenée par Emmanuel Miburo, de laisser la direction du parti à M.Rwaswa.

L'argument des frondeurs est que Rwaswa Agathon a été élu par le congrès ordinaire de 2009 qui est aujourd'hui encore la référence en ce qui concerne les organes de direction normalement reconnus par la loi.

M.Rwaswa est réapparu dernièrement sur la scène politique nationale après trois ans de clandestinité dont ses adversaires politiques ont profité pour récupérer la direction du parti. Le leader historique des FNL avait fui le climat post-électoral tendu de 2010 et doit aujourd'hui encore composer avec des poursuites judiciaires pour son rôle présumé dans les massacres de Gatumba, une localité de la périphérie nord-ouest de Bujumbura, la capitale du Burundi, où ont été massacrés en 2004, au moins 166 réfugiés congolais Banyamulenge dans une attaque armée dont les tenants et les aboutissants ne sont pas encore clairement connus.

A l'époque des faits, les FNL étaient encore dans le maquis sous l'appellation du parti pour la libération du peuple Hutu(PALIPEHUTU).

A.Nk

--

SEPTEMBRE 2013

--

Redynamisation des organes dirigeants du MSD en province de Cankuzo

24 septembre 2013

Cankuzo (Est du Burundi), le 23 septembre 2013 (COSOME)- Le Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD) est en train de redynamiser ses organes dirigeants au niveau des communes pour mieux se préparer aux prochaines échéances électorales de 2015, apprend-on du responsable provincial de ce parti d'opposition, Denis Ntirukunda.

C'est dans ce cadre qu'une vingtaine de représentants du parti au niveau collinaire et huit membres des comités communaux au niveau de toute la province ont été déjà remplacés.

M Ntirukundi fait par ailleurs remarquer que le MSD est en train d'enregistrer de nouveaux adhérents qui proviennent d'autres formations politiques, surtout en commune de Mishiha ajoutant que son parti organise actuellement des réunions sans être inquiété.

Le MSD se réjouit aussi que deux membres influents du parti qui avaient fui vers la Tanzanie en 2011 au lendemain du passage des « bandits armés » dans cette province de Cankuzo , aient regagné leur terre natale.

Il s'agit de Karabumba Serges et Faïda Fabien qui enseignaient respectivement au collège communal de Murago et à l'école primaire de Murago, en commune Gisagara.

La direction provinciale du MSD à Cankuzo se plaint cependant que les responsables du ministère en charge de l'enseignement primaire et Secondaire aient refusé à ces deux militants du MSD le droit de réintégrer leur service, allant jusqu'à avancer qu'il se cache derrière ce refus des mobiles

politiques.

Pour rappel, au cours de sa dernière visite en mars 2013 dans cette province, le président du MSD, Alexis Sinduhije, à son retour de l'exil, avait appelé les leaders de son parti à vaincre la peur et à redynamiser les instances dirigeantes du parti.

Le MSD est l'un des partis les plus dynamiques dans la province de Cankuzo aux côtés du Conseil pour la Défense de la Démocratie /Force Pour la Défense de la Démocratie (CNDD/FDD, au pouvoir), l'Union pour le progrès National (UPRONA, ancien parti unique), le Front pour la Défense de la Démocratie (FRODEBU, opposition).

--

Arrestation de 7 militants du MSD pour « tenue illégale » d'une réunion en province de Bururi
2 septembre 2013

Bururi (Sud du Burundi) ; le 02 septembre 2013(COSOME)- Quelque sept membres du Mouvement pour la solidarité et le développement (MSD, opposition) ont été arrêtés sur la colline de Karonda, en commune de Rumonge, le 31 août 2013 pour « tenue illégale » d'une réunion, a appris sur place, le reporter de la Coalition de la Société Civile pour le Monitoring électoral(COSOME).

L'administrateur communal de Rumonge, Gérard Ndikumana, a indiqué que ces personnes étaient en pleine « réunion politique », et « sans aucune autorisation » d'une autorité compétente.

Les prévenus sont 6 hommes et une femme qui a été remise en liberté provisoire pour se présenter à la police en début de cette semaine pour des besoins d'interrogatoire.

Les personnes qui ont été arrêtées sont détenues dans deux cachots différents de la police en commune de Rumonge.

De source proche du MSD, on indique plutôt que les prévenus s'étaient rencontrés pour créer une association sans but lucratif(ASBL), ce qui ne devait demander d'autorisation particulière.

Les personnes arrêtées sont : Niyonizigiye Clément, Ndagijimana Justin, Ntumigomba Salomon, Kabura Emmanuel, Nzeyimana Josias, Kabura Jean, Nahimana Rachelle.

Les mêmes sources se plaignent de harcèlement et intimidations dans certaines localités de cette commune.

De son côté, l'Administrateur communal de Rumonge a indiqué que certains des prévenus détenaient sur eux des documents du parti.

F.NZ.

--

Brève interpellation de sept membres présumés des FNL et MSD dans Bujumbura Rural
5 septembre 2013

Bujumbura Rural, le 5 septembre 2013 (COSOME)- Un membre des FNL du nom de Séverin HABONIMANA a été arrêté par la police dans la soirée de mardi 03 Septembre 2013 sur la colline de NGIMBU, en zone de Muyira, dans la commune de Kanyosha, en province de Bujumbura rural, apprend-on de sources administratives et policières locales.

Cet homme d'une quarantaine d'années, qui a passé la nuit de mardi au cachot de la police à Muyira, était accusé par le chef de poste de tenir des « réunions nocturnes » à son domicile, en collaboration avec d'autres membres des FNL, aile de Agathon RWASA.

Ce que le prévenu a nié devant l'Officier de Police Judiciaire ce mercredi lors de l'interrogatoire.

Cet OPJ avait également convoqué pour ce mercredi, pour les mêmes chefs d'accusation, 6 autres personnes, dont 5 membres présumés des FNL et un autre du nom d'Olivier KENESE qui représente le Mouvement pour la Solidarité et la Démocratie (MSD) dans la province de Bujumbura Rural et membre du conseil communal de Kanyosha.

Après l'interrogatoire qui a duré plus de quatre heures, les prévenus ont précisé qu'il s'agit d'un dossier à mobile politique et d'une intimidation à l'endroit des membres des partis de l'opposition qui ne vise autre chose que de leur priver de liberté politique.

Le chef de poste de police de Muyira a indiqué qu'après les interrogatoires, les prévenus allaient attendre le dernier mot du commissaire de police dans Bujumbura Rural, mais ce dernier joint au

téléphone, il a répondu qu'il n'avait aucun rendez-vous à Muyira et qu'il n'était même pas au courant de cette situation.

Les sept prévenus ont été tous remis en liberté mais devront rester à la disposition de la justice, selon toujours le chef de poste de police à Nyambuye.

E.NZ.

--

Guerre des drapeaux en province de Bubanza

16 septembre 2013

Bubanza (Nord-Ouest du Burundi), le 13 septembre 2013 (COSOME)- La police a arrêté le quatre militants présumés du mouvement pour la solidarité et la démocratie(MSD) pour avoir descendu et volé le drapeau du conseil national de défense de démocratie/front de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir) en province de Buabza, a appris sur place, de source proche des prévenus, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME).

Selon le président du MSD en commune de Gihanga, Irakoze Bienvenu, leur drapeau érigé non loin de celui du CNDD/FDD à Buringa, dans la réserve naturelle de Rukoko a été volé la nuit du 11 septembre.

Les soupçons sont allés vite aux membres du CNDD/FDD et en guise de représailles, les militants du MSD ont descendu à leur tour celui du camp adverse

L'administrateur de la commune de Gihanga, Ndayisaba Léopold, de son côté, a dénoncé un manque de tolérance qui s'observe entre les militants des partis politiques, raison pour laquelle les quatre personnes, dont une femme, ont été arrêtées par la police.

Depuis le début du mois de septembre, beaucoup de drapeaux des partis politiques ont été volés.

Le responsable du front de défense de la démocratie au Burundi(FRODEBU, un autre parti de l'opposition) à Bubanza dit avoir déjà perdu 5 drapeaux à Muzinda (commune Rugazi), Ntamba (commune Musigati), Mitakataka (commune Bubanza) et deux en commune de Gihanga.

Le CNDD-FDD et le MSD ont déjà perdu un drapeau chacun qui étaient érigés à Rukoko, une réserve naturelle de la région de Bubanza.

L'administrateur de la commune de Gihanga compte organiser une réunion de tous les partis politiques opérant dans sa circonscription pour résoudre cette question de vols d'insignes des partis et d'intolérance de la diversité des idées.

A.Nk.

--

Des partis politiques prônent la bonne cohabitation et le respect mutuel à Bubanza

24 septembre 2013

Bubanza (Nord-Ouest du Burundi), le 21 septembre 2013 (COSOME)- Un total de neuf partis politiques œuvrant à Bubanza se sont réunis sous l'égide du Gouverneur de province, Vendredi le 20 septembre, au chef lieu de la province et se sont séparés que une entente à la bonne cohabitation et au respect mutuel, a appris sur place, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral(COSOME).

La rencontre a vu la participation des représentants du conseil national pour la défense de la démocratie/forces de défense de la démocratie(CNDD-FDD, au pouvoir), l'unité pour le progrès national(UPRONA, mouvance présidentielle), le front pour la démocratie au Burundi(FRODEBU-Sahwanya, opposition), le conseil national pour la défense de la démocratie(CNDD, opposition majoritaire), le front pour la démocratie au Burundi(FRODEBU-Nyakuri, aile dissidente de la mouvance présidentielle).

D'autres participants venaient des forces nationales de libération (FNL, aile dissidente emmenée par Emmanuel Miburode), les Forces nationales de libération(FNL-Iragi rya Gahutu Rémy), le mouvement pour la solidarité et la démocratie(MSD, opposition) et l'Union pour la paix et le développement(UPD).

Cette rencontre est consécutive à une mauvaise cohabitation entre les Partis politiques de la

mouvance présidentielle (CNDD-FDD) et de l'opposition (MSD et FRODEBU).

Ces derniers jours, les deux partis de l'opposition accusent les membres du CNDD-FDD de voler leurs drapeaux.

La plupart des représentants des Partis ont déploré des bavures attribuées aux jeunes « Imbonerakure », affiliés au CNDD-FDD, comme des agressions contre des membres des autres Partis, des rondes nocturnes et la destruction des insignes des autres Partis.

Ils se lamentent que même des présumés auteurs de ces forfaits ne sont pas sanctionnés. Ici, le représentant provincial du MSD, Nduwimana Benjamin a dit que leurs membres ne supporteront jamais des agressions de ces jeunes Imbonerakure si l'Administration, la Police et la justice ne parviennent pas à décourager les agressions dont ils sont victimes dans différentes localités de la province.

Certains représentants des Partis politiques, autres que le CNDD-FDD, se lamentent également que des fêtes et commémorations nationales sont préparées et exécutées par les membres du CNDD-FDD uniquement.

D'autres déplorent que la majorité des postes dans divers services communaux soient occupés exclusivement par des membres du CNDD-FDD.

Tous ces représentants des partis politiques se sont convenus d'éduquer et de sensibiliser leurs jeunes en faveur de la bonne cohabitation et le respect mutuel.

Le représentant provincial des jeunes Imbonerakure, Méthode, demande aux représentants des autres partis de signaler à temps chaque fois que certains de ces jeunes commettent des bavures, pour qu'ils soient sanctionnés, a-t-il souligné.

Le Gouverneur de Bubanza, Nyandwi Anselme, qui dirigeait cette réunion, a demandé aux représentants des partis politiques œuvrant dans sa province de dépasser tout ce qui les différencie et qui les divise afin de donner la priorité au développement et à la sécurité de leur province.

Il a donné l'ordre de ne pas porter des insignes de leurs partis politiques dans des activités qui sont en dehors de la loi.

Le gouverneur leur a demandé de respecter les divergences d'opinion politique pour une meilleure cohabitation politique afin de se préparer à des élections apaisées, libres et transparentes en 2015.
A.Nk

--

Agression sur un militaire en permission par de présumés militants du CNDD-FDD à Kirundo
9 septembre 2013

Kirundo (Nord du Burundi), le 9 septembre 2013 (COSOME)- Un militaire en permission du camp de Mutukura, en province de Cankuzo (est du Burundi), a été dernièrement agressé sur la colline Bambo, en commune Bugabira, par de présumés jeunes militants du conseil national pour la défense de la démocratie/ forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, au pouvoir), a appris de la victime, le reporter de la coalition de la société civile pour le monitoring électoral (COSOME).

Cyprien Mukurarinda, matricule 64533, rentrait chez lui en compagnie de deux autres personnes quand des membres de la ligue des jeunes imbonerakure, mouvement affilié au cndd/fdd, l'ont agressé, l'accusant de manque de respect aux couleurs du parti.

La victime était accusé de n'avoir pas obéi aux ordres des jeunes imbonerakure obligeant chaque passant de s'arrêter quand le drapeau du parti présidentiel est en train d'être hissé ou descendu au petit marché de Bambo, indique-t-on.

« J'ai été violemment battu avant d'être ligoté les bras au dos », témoigne-t-il. L'infortuné a passé la nuit au détachement de la police du coin, toujours ligoté, avant d'être remis en liberté le lendemain, ajoute-t-il. L'infortuné a tenté de porter plainte chez le chef de colline, mais son cas est resté sans suite, regrette-t-il.

Jean Berchimas Nzojibwami, le chef de colline Bambo, nie avoir été touché par la victime, précisant qu'il a entendu parler de l'accrochage entre ledit militaire et des militants du cndd/fdd comme les autres.

Selon des sources concordantes, toute personne qui, de passage dans la localité, ne s'arrête pas

quand le drapeau du parti est en train d'être hissé ou descendu, a affaire aux jeunes imbonerakure.
JC NZ.

--
Des membres des FNL convoqués par l'administrateur en province de Ngozi
10 septembre 2013

NGOZI ,10 Sept 2013 (COSOME)- Des militants présumés des forces nationales de libération(FNL), originaires de la commune de Kiremba, en Province de Ngozi, ont été interpellés par l'administrateur communale ce lundi 9 septembre 2013, apprend-t-on des responsables de l'aile majoritaire dirigée par le leader historique, Agathon Rwasa.

Les prévenus ont reçu des convocations de la part de Gervais Miburo qui dirige la commune de Kiremba. Ils disent être persécutés pour avoir salué Agathon Rwasa à Kiremba le premier septembre alors qu'il était venu pour le jubilé d'or de la paroisse Kiremba.

Aimé Magera, le porte-parole de Rwasa, affirme que leur interpellation est liée à des mobiles politiques car ce sont des militants fervents du parti FNL qui soutiennent Mr Rwasa Agathon.

Pour M.Magera, ces gens interpellés subissent une injustice notoire. Même des personnalités reconnues se sont entretenues avec Rwasa à Kiremba. Il cite ici Monseigneurs Gervais Banshimiyubusa, évêque du Diocèse de Ngozi et son prédécesseur, Stanislas Kaburungu.

L'Administrateur Miburo ne nie pas avoir convoqué ces militants du FNL. Il affirme cependant qu'il veut leur prodiguer des conseils pour apaiser les tensions et la mauvaise cohabitation entre les militants des Partis politiques. Signalons que des heurts se sont multipliés ces derniers jours entre les jeunes du CNDD-FDD, du FRODEBU et du MSD en Province de Ngozi.

YM